

FICHE RESUME PROJET

Titre : Projet d'appui à la gouvernance concertée et aux services publics locaux (AGORA)

Demandeur : Cités Unies France

Partenaires du projet : Association des Municipalités du Burkina-Faso, Association des Municipalités du Mali, Association Nationale des Communes du Bénin, Cités-Unies France, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Laboratoire Citoyennetés.

Financement : Subvention européenne du programme « Acteurs Non Etatiques et les Autorités Locales dans le Développement » - appel à propositions multi pays pour les autorités locales publié le 1^{er} décembre 2009.

Durée : du 1^{er} mars 2011 au 1^{er} mars 2014

1.-Contexte :

Le projet d'appui à la gouvernance concertée et aux services publics locaux « Agora » est une initiative de Cités Unies France (CUF), de GRET, du Laboratoire Citoyenneté (LC) ainsi que les associations des maires du Burkina Faso, du Bénin et du Mali. Le projet Agora constitue le troisième volet d'un programme de renforcement des capacités de communes d'Afrique de l'Ouest démarré en 2006. Six communes pilotes (Réo et Boromo au Burkina Faso, Come et les Aguégus au Bénin, Sirakorala et Kiban au Mali) ont fait l'objet de diagnostics approfondis sur la fourniture des services publics restitués sous forme de forums par le Laboratoire Citoyenneté et ses partenaires de recherche.

Avec Agora, le programme entre dans une phase opérationnelle et politique.

2.-Objectifs du projet

Objectif global	Contribuer au renforcement des capacités des Autorités Locales (AL) et de leurs associations à s'impliquer dans des processus locaux, nationaux et internationaux de prise de décision
Objectif spécifique 1	Contribuer à renforcer les compétences des AL et de leurs associations dans la délivrance de services publics par la production de connaissance.
Objectif spécifique 2	Contribuer à renforcer les capacités des AL à améliorer les conditions de vie des populations, en élaborant et en mettant en œuvre des politiques concertées d'accès aux services publics en lien avec les pouvoirs déconcentrés et les acteurs non étatiques.
Objectif 3	Contribuer à renforcer les capacités des associations d'AL et les AL à participer à l'élaboration de politiques nationales de services publics.
Objectifs 4	Contribuer à l'instauration de processus d'apprentissage mutuel au niveau régional et international construit à partir du niveau local.
3.-Groupes cibles	

Bénin	<ul style="list-style-type: none"> ⊕ 3 communes: Comé, Aguégués, Zagnanado ⊕ L'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB), ⊕ Les responsables étatiques des politiques sectorielles et de la décentralisation
Burkina-Faso	<ul style="list-style-type: none"> ⊕ 3 communes : Boromo, Réo, Kampti ⊕ L'Association des Municipalités du Burkina-Faso, (AMBF), ⊕ Les responsables étatiques des politiques sectorielles et de la décentralisation
Mali	<ul style="list-style-type: none"> ⊕ 3 communes : Kiban, Sirakorola, Mandé ⊕ L'Association des Municipalités du Mali (AMM), ⊕ Les responsables étatiques des politiques sectorielles et de la décentralisation
4.-Résultats attendus	
Résultat 1	Les compétences des AL et leurs associations sont renforcées par la capitalisation d'expérience et la mise en débat de connaissances fiables sur la délivrance des services publics dans les secteurs prioritaires (eau, assainissement, éducation, santé).
Résultat 2	La qualité et l'accès à des services publics locaux sont améliorés dans les 9 communes pilotes, permettant l'amélioration des conditions de vie des populations.
Résultat 3	Les capacités des associations d'AL et des AL à participer à l'élaboration de politiques nationales de services publics en lien avec l'État et les ANE sont renforcées
Résultat 4	Un processus d'apprentissage et de dialogue pluri-acteurs et pluri-niveaux est instauré
5.-Méthodologie de mise en œuvre	
Démarche	<p>La démarche méthodologique de mise en œuvre du projet est articulée autour des aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⊕ la recherche action fondée sur l'articulation entre la production de connaissances, l'expérimentation concrète sur le terrain et la contribution aux débats publics, ⊕ la démarche multi acteurs (AL, ANE, population, usagers, Chercheurs, Services étatiques, partenaires techniques et financiers, etc.) réunissant dans un même cadre d'analyse et d'action, les enjeux du service public et de la gouvernance à différentes échelles (locales, nationales et sous régionales), ⊕ le renforcement de la concertation et du dialogue entre usagers, autorités locales, techniciens, acteurs de la société, etc. ⊕ le renforcement des capacités des acteurs impliqués (AL, ANE, etc.), ⊕ l'appui aux acteurs dans la recherche de solutions adaptées aux réalités locales,
6.-Principales activités	
A1	Capitalisation et mise en débats d'expériences innovantes et des connaissances produites dans les secteurs prioritaires (eau, assainissement, santé, éducation),
A2	Appuis à l'amélioration des services publics dans les communes pilotes,
A3	Appuis aux AL et à leurs associations dans l'élaboration des politiques publiques relatives aux services publics concernés
A4	Mise en débat du processus au niveau régional et international.